



**Audit – Bureau de Paris**  
16 rue de Monceau

75008 Paris

T : +33 (0)1 47 27 70 43

[www.bakertilly.fr](http://www.bakertilly.fr)

## **MJC LES PASSERELLES**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

Siège social : 13 avenue Jean Mermoz  
91170 VIRY-CHÂTILLON

SIRET : 419 903 067 00017

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.  
Siège social : 4 rue Papiou de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



---

## **MJC LES PASSERELLES**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

Siège social : 13 avenue Jean Mermoz  
91170 VIRY-CHÂTILLON

SIRET : 419 903 067 00017

---

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux adhérents de l'association **MJC LES PASSERELLES**,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **MJC LES PASSERELLES** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

#### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les informations présentées dans les faits majeurs ainsi que les événements postérieurs.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris le 19 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes  
Baker Tilly STREGO



Halima BENSALAH

<i>Actif</i>				
	Brut	Amort.	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Autres immobilisations incorporelles	7 753	7 753		
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Inst. Techniques, matériel et outillage	21 621	21 621		
Autres immobilisations corporelles	269 065	215 291	53 775	68 146
<b>Immobilisations financières (Dont à moins d'un an)</b>				
Autres titres immobilisés	45		45	45
Autres immobilisations financières				1 560
<b>TOTAL (I)</b>	<b>298 484</b>	<b>244 664</b>	<b>53 820</b>	<b>69 751</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
<b>Créances d'exploitation (Dont à plus d'un an)</b>				
Créances usagers et comptes rattachés	12 313		12 313	12 389
Autres créances	440 928		440 928	661 729
Disponibilités	6 751		6 751	9 259
Charges constatées d'avance (Dont à plus d'un an)	14 380		14 380	13 880
<b>TOTAL (III)</b>	<b>474 371</b>		<b>474 371</b>	<b>697 257</b>
<b>TOTAL GENERAL (I à VI)</b>	<b>772 854</b>	<b>244 664</b>	<b>528 190</b>	<b>767 007</b>

<i>Passif</i>		
	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Fonds propres complémentaires	128 628	128 628
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
<b>Réserves</b>		
Réserves statutaires ou contractuelles	15 245	15 245
Réserves pour projet de l'entité	6 860	6 860
<b>Report à nouveau</b>		
Report à nouveau	-499 435	-108 244
Excédent ou déficit de l'exercice	-101 656	-391 191
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>-450 359</b>	<b>-348 702</b>
<b>TOTAL (I)</b>	<b>-450 359</b>	<b>-348 702</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
<b>TOTAL (II)</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		100 281
Provisions pour charges	114 737	139 102
<b>TOTAL (III)</b>	<b>114 737</b>	<b>239 384</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	371 735	179 791
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	96 864	131 707
Autres dettes	13 107	
Dettes fiscales et sociales	231 636	280 188
Produits constatés d'avance	150 471	284 640
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>863 811</b>	<b>876 326</b>
<b>TOTAL GENERAL (I à IV)</b>	<b>528 190</b>	<b>767 007</b>

<i>Comptes de résultat</i>		
	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	3 499	3 378
<b>Ventes de biens et services</b>		
Ventes de biens	1 126	600
Ventes de prestations de services	132 163	125 035
<b>Produits de tiers financeurs</b>		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 554 647	1 494 679
<b>Ressources liées à la générosité du public</b>		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	178 046	34 586
Autres produits	0	52 799
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>1 869 481</b>	<b>1 711 077</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises	22 830	34 054
Autres achats et charges externes	355 174	397 923
Impôts et taxes et versements assimilés	51 240	58 004
Salaires et traitements	1 112 378	1 180 281
Charges sociales	331 824	391 815
Dotations aux amortissements sur immobilisations	14 372	12 051
Dotations aux provisions		22 275
Autres charges	126 508	1 176
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>2 014 325</b>	<b>2 097 579</b>
<b>1- RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>-144 844</b>	<b>-386 503</b>

<i>Comptes de résultat (suite)</i>		
	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Autres intérêts et produits assimilés	160	58
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)</b>	<b>160</b>	<b>58</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Intérêts et charges assimilées	6 932	2 677
<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (IV)</b>	<b>6 932</b>	<b>2 677</b>
<b>2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>-6 772</b>	<b>-2 619</b>
<b>3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)</b>	<b>-151 616</b>	<b>-389 122</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	52 181	896
Sur opérations en capital	1 400	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		84 969
<b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)</b>	<b>53 581</b>	<b>85 865</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	3 621	87 934
<b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)</b>	<b>3 621</b>	<b>87 934</b>
<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>49 959</b>	<b>-2 069</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>1 923 222</b>	<b>1 796 999</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII)</b>	<b>2 024 879</b>	<b>2 188 190</b>
<b>5- EXCEDENT ou DEFICIT (Produits - Charges)</b>	<b>-101 656</b>	<b>-391 191</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
<b>Produits</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature	531 700	748 740
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>	<b>531 700</b>	<b>748 740</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	531 700	748 740
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>	<b>531 700</b>	<b>748 740</b>



## **PREAMBULE**

La MJC Les Passerelles ouverte à tous, offre à la population, aux jeunes comme aux adultes la possibilité de prendre conscience de leurs aptitudes, de développer leur personnalité et de se préparer à devenir les citoyens actifs et responsables d'une communauté vivante.

Elle a pour objet de :

- mettre en œuvre un projet éducatif social et culturel pour l'ensemble des habitants de Viry Châtillon, notamment en partenariat avec la municipalité,
- soutenir et d'accompagner les projets de chacun des lieux de proximité dont elle assure la gestion,
- rechercher, gérer et mettre en œuvre l'ensemble des moyens (humains, techniques, financiers...) nécessaires à la réalisation des actions de proximité initiées par les habitants impliqués dans les assemblées de proximité.

Dans ses moyens d'action la MJC Les Passerelles

- pourra développer des activités économiques à visée d'insertion sociale,
- participera au développement local en agissant en partenariat avec les collectivités locales et territoriales,

Elle pourra acquérir, louer, aménager tout immeuble et terrain nécessaire à son objet.

## **1. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES :**

L'annexe est établie conformément aux dispositions de la section 3 du chapitre III du titre VIII du règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général sous réserves des dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 définissant les règles applicables aux associations, fondations et fonds de dotation en vigueur au 1er janvier 2020.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Pour une meilleure compréhension des comptes annuels présentés, les modes et méthodes d'évaluation retenus sont précisés ci-dessous lorsque :

- un choix est offert par la législation,
- une exception prévue par les textes est utilisée,
- l'application d'une prescription comptable ne suffit pas pour donner une image fidèle,
- il est dérogé aux prescriptions comptables.

### **Faits majeurs et significatifs de l'exercice :**

L'association a demandé à bénéficier des mesures exceptionnelles de l'URSSAF concernant les secteurs les plus touchés par les restrictions d'accès au public et l'interdiction des regroupements.

En décembre 2020, pour valider l'interprétation des textes, l'association a effectué une demande de validation de l'accès à ces mesures de soutien auprès de l'URSSAF par voie de rescrit social.

L'URSSAF a rejeté la demande de l'association au motif du code APE (code activité selon l'INSEE) de l'association qui est celui des centres sociaux sans hébergement.

L'association a saisi en 2020 la Commission de Recours Amiable pour que l'URSSAF valide l'accès de la MJC LES PASSERELLES aux mesures de soutien des secteurs particulièrement touchés par la crise sanitaire. La commission de recours amiable a conclu en défaveur de la MJC les passerelles concernant le code d'activité et l'effectif calculé pour l'exercice 2019.

La MJC les passerelles a saisi le tribunal des affaires de sécurité sociale pour que l'activité de la MJC soit reconnue comme appartenant au secteur des activités culturelles et au niveau de l'effectif de 2019. La décision du tribunal a été prononcée le 1<sup>er</sup> septembre 2022. Le pôle social du Tribunal Judiciaire d'Evry a rejeté l'ensemble des demandes de l'Association car il n'est pas démontré le caractère prépondérant de l'activité culturelle sur les autres activités.

Un contrôle URSSAF a débuté en juin 2022.

En date du 22 mai 2023, le contrôleur URSSAF nous a informé de l'acceptation par le service juridique de l'URSSAF de l'activité culturelle de l'association et, par voie de conséquences, de l'admission de l'Association au bénéfice de l'ensemble des aides et exonérations URSSAF sur les périodes de février 2020 à février 2022.

Fin décembre 2023, la notification du contrôle URSSAF fait apparaître un reversement au profit de la MJC LES PASSERELLES de 51 483 €. Ce montant est principalement constitué de l'accès aux exonérations URSSAF pendant le COVID. Il est important de noter que ce montant n'inclut pas les aides au paiement qui seront calculées après le versement des exonérations.

#### **Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice :**

Les délais de versements de certains financeurs ont été allongés d'environ 3 mois. De ce fait, l'association a eu des difficultés en termes de trésorerie pour financer les échéances mensuelles.

L'association a demandé le soutien de la commune de Viry-Chatillon pour permettre de solutionner le besoin de trésorerie engendré par l'allongement des délais de paiement de certains financeurs.

En date du 17 mai 2024, un avenant a été signé entre la ville de Viry-Chatillon et l'association pour modifier les modalités de versements de la convention d'objectifs et de moyens.

Cet avenant a permis d'obtenir la trésorerie nécessaire dans l'attente des subventions des autres financeurs dont les délais de versement se sont allongés.

## 2. ACTIF DU BILAN

### 2.1. Etat des immobilisations

	Valeur brute début exercice	Augmentations		
		Réévaluations	Acquisitions	
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement, de recherche et développement				
<b>Total I</b>				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	7 752,69			
<b>Total II</b>	<b>7 752,69</b>			
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	21 620,50			
Installations générales, agencements, aménagements divers	62 765,37			
Matériel de transport	91 073,26			
Matériel de bureau et informatique, mobilier	140 943,36			
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Total III</b>	<b>316 402,49</b>			
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés	45,00			
Prêts et autres immobilisations financières	1 560,00			
<b>Total IV</b>	<b>1 605,00</b>			
<b>Total général I+II+III+IV</b>	<b>325 760,18</b>			
	Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations Valeur d'origine
	Par virement	Par cession		
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement, de recherche et développement				
<b>Total I</b>				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			7 752,69	
<b>Total II</b>			7 752,69	
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels			21 620,50	
Installations générales, agencements et aménagements divers			62 765,37	
Matériel de transport		25 716,60	65 356,66	
Matériel de bureau et informatique, mobilier			140 943,36	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Total III</b>		25 716,60	290 685,89	
Immobilisations financières				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés			45,00	
Prêts et autres immobilisations financières	1 560,00			
<b>Total IV</b>	<b>1 560,00</b>		<b>45,00</b>	
<b>Total général I+II+III+IV</b>	<b>1 560,00</b>	<b>25 716,60</b>	<b>298 483,58</b>	

## **2.2. Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles comprennent :

- des logiciels bureautiques, qui sont amortis sur une durée de 12 mois,
- des applications propres de gestion de base de données, amorties sur une période de 3 ans.

## **2.3. Immobilisations corporelles**

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Les méthodes d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Immobilisations Durée Mode :

- Matériel ..... 3 à 10 ans Linéaire,
- Agencements et aménagements des constructions 5 à 10 ans Linéaire,
- Matériel de transport ..... 4 à 9 ans Linéaire,
- Matériel informatique ..... 3 ans Linéaire,
- Mobilier de bureau ..... 3 ans Linéaire.

## **2.4. Immobilisations financières**

Les immobilisations financières comprennent :

- des parts sociales du crédit mutuel pour 45 €.

## 2.5. Etat des amortissements

3. Situations et mouvements de l'exercice	Valeur en début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Sorties / Reprises	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles Frais d'établissement, de recherche et développement				
Total I				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	7 752,69			7 752,69
Total II	7 752,69			7 752,69
Immobilisations corporelles Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Installations générales, agencements et aménagements des constructions Installations techniques, matériel et outillage industriels Installations générales, agencements et aménagements divers Matériel de transport Matériel de bureau et informatique, mobilier Emballages récupérables et divers	21 620,50     12 006,97 82 205,75 132 422,98	     5 279,35 3 185,93 5 906,40	      25 716,60	21 620,50     17 286,32 59 675,08 138 329,38
Total III	248 256,20	14 371,68	25 716,60	236 911,28
Total général I+II+III	256 008,89	14 371,68	25 716,60	244 663,97

  

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaire	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Immobilisations incorporelles Frais d'établissement, de recherche et développement					
Total I					
Autres postes d'immobilisations incorporelles					
Total II					
Immobilisations corporelles Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Installations générales, agencements et aménagements des constructions Installations techniques, matériel et outillage industriels Installations générales, agencements et aménagements divers Matériel de transport Matériel de bureau et informatique, mobilier Emballages récupérables et divers	      5 279,35 3 185,93 5 906,40				
Total III	14 371,68				
Total général I+II+III	14 371,68				

## 3.1. Stocks

L'association n'a pas de stocks significatif à la clôture de l'exercice.

### 3.2. Créances

Les créances sont évaluées pour leur valeur nominale. Elles ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

### 3.3. Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
<b>De l'actif immobilisé</b>				
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1) (2)				
Autres immobilisations financières				
<b>De l'actif circulant</b>				
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances client	12 313	12 313		
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	74 347	74 347		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts taxes et versements assimilés				
Divers	282 010	282 010		
Groupe et associés (2)				
Débiteurs divers	84 571	84 571		
Charges constatées d'avance	14 380	14 380		
<b>Total</b>	<b>467 621</b>	<b>467 621</b>		
(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consenties aux associés				
Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit : (1)				
- à un an maximum à l'origine	271 735	271 735		
- à plus d'un an à l'origine	100 000	100 000		
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	96 864	96 864		
Personnel et comptes rattachés	82 158	82 158		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	138 405	138 405		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts taxes et versements assimilés	11 073	11 073		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)				
Autres dettes	13 107	13 107		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	150 471	150 471		
<b>Total</b>	<b>863 813</b>	<b>863 813</b>		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(2) Emprunt, dettes contractés auprès des associés				

### 3.4. Valeurs Mobilières de Placement

L'association n'a pas de valeurs mobilières de placement à son actif.

## 4. PASSIF DU BILAN

### 4.1. Etat des provisions

Réglementées	Montant en début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant en fin d'exercice
Provisions pour reconstitution gisements miniers et pétroliers Provisions pour investissements Provisions pour hausse des prix Provisions pour fluctuations des cours Amortissements dérogatoires Provisions fiscales pour implantation à l'étranger av. 01/01/92 Provisions fiscales pour implantation à l'étranger ap. 01/01/92 Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
<b>Total I</b>				
Pour risques et charges	Montant en début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant en fin d'exercice
Provisions pour litiges Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions et obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement des immobilisations Provisions pour grosses réparations Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés payés Autres provisions pour risques et charges	139 102		24 365	114 737
	100 281		100 281	
<b>Total II</b>	<b>239 383</b>		<b>124 646</b>	<b>114 737</b>
Pour dépréciations	Montant en début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant en fin d'exercice
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur titres mis en équivalence Sur titres de participation Sur autres immobilisations financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres provisions pour dépréciations				
<b>Total III</b>				
<b>Total I+II+III</b>				
<b>Dont dotations et reprises :</b>		<b>Augmentations Dotations</b>	<b>Diminutions Reprises</b>	
D'exploitations Financières Exceptionnelles			124 646	

Ces provisions, enregistrées en conformité avec le règlement CRC N° 2000-06, sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précises quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

## 4.2. Fonds Propres

Les fonds propres sont constitués :

- le patrimoine intégré constitué des subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables,
- des réserves statutaires ou contractuelles,
- des reports des résultats antérieurs.

## 4.3. Variation des fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	128 628				128 628
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation sur biens sans droit de reprise					
Ecart de réévaluation sur biens avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	22 105				22 105
Report à nouveau	- 108 244	- 391 191			- 499 435
Excédent ou déficit de l'exercice	- 391 191	391 191		101 656	- 101 656
<b>Situation nette</b>	<b>- 348 702</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>101 656</b>	<b>- 450 358</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>-348 702</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>101 656</b>	<b>-450 358</b>

## 4.4. Fonds reportés ou dédiés

L'association n'a aucun fonds reportés ou dédiés inscrits au passif de son bilan.



## 5. COMPTE DE RESULTAT

### Produits à recevoir

Produits à recevoir (Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 23)	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	134 357
<b>Total</b>	<b>134 357</b>

### Charges à payer

Charges à payer (Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 23)	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres titres obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	33 972
Dettes fiscales et sociales	84 535
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	13 106
<b>Total</b>	<b>131 613</b>

### Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation de l'exercice sont constitués :

- des produits issus des activités sociales et culturelles de l'association,
- des adhésions à l'association,
- Des subventions d'exploitation,
- des reprises de provisions et des transferts de charges.

### Résultat courant

Le résultat courant n'est influencé par aucun événement de caractère exceptionnel ; il est la traduction de l'activité de l'association.

### Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance (Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 23)	Montant
Produits d'exploitation	150 471
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
<b>Total</b>	<b>150 471</b>

### Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance (Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 23)	Montant
Charges d'exploitation	14 380
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
<b>Total</b>	<b>14 380</b>

### Charges à répartir sur plusieurs exercices

Charges à répartir sur plusieurs exercices	Montant
Charges différées	
Frais d'acquisition des immobilisations	
Frais d'émission des emprunts	
Charges à étaler	
<b>Total</b>	<b>0</b>

## Produits exceptionnels

Produits exceptionnels	Montant
Produits Exceptionnels divers (dont ajustements URSSAF Major. Echancier)	11 942
Produits Exceptionnels sur exercice antérieurs (URSSAF – Contrôle)	40 239
Cession éléments d'actifs	1 400
<b>Total</b>	<b>53 581</b>

## Charges exceptionnelles

Charges exceptionnelles	Montant
Charges exceptionnelles diverses	2 094
Pénalités, amendes et majorations	1 527
<b>Total</b>	<b>3 621</b>

## 6. AUTRES INFORMATIONS

### 6.1. Indemnité de départ à la retraite

Le calcul de cet engagement prend en compte les éléments suivants :

- hypothèse d'un départ à la retraite du personnel en CDI calculé par rapport à la tranche d'âge,
- ancienneté acquise à la date clôture,
- application d'un taux de charges sociales individualisé calculé selon les contrats.

La provision pour départ en retraite est de 80 072 euros hors charges. Les charges sociales s'élèvent à 34 665 euros au 31 Décembre 2023.

### 6.2. Rémunération des dirigeants

Les trois plus hauts dirigeants de l'association sont le Président, le trésorier et le secrétaire, ils agissent en bénévoles et ne perçoivent aucune rémunération dans le cadre de fonctions au sein de l'association.

### 6.3. Rémunération des salariés les mieux rémunérés

Les trois salariés les mieux rémunérés ont perçus une rémunération brute totale de 104 515 € sur l'exercice

### 6.4. Engagement hors bilan

Il n'existe aucun engagement hors bilan à la clôture de l'exercice.

### 6.5. Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice au titre du contrôle légal des comptes est de 8 190 € T.T.C.

## 6.6. Contributions en nature

La municipalité de Viry-Châtillon contribue indirectement aux activités de l'association. Les contributions en nature sont les suivantes :

- mise à disposition des locaux (2 sites) par la municipalité de Viry-Châtillon : 395 900 €
  - o Bâtiments : 332 600 €,
  - o Fluides des équipements : 33 300 €,
  - o Maintenance techniques des locaux : 30 000 €
- la Municipalité finance, directement auprès de la FR-MJC-IDF, deux postes de co-directeurs pour un montant de 75 000€ (période du 01/01/2023 au 30/06/2023).
- Mise à disposition de lieux d'entraînement pratique à destination des participants du chantier d'insertion. Le total des heures passées par les participants et les encadrants au cours de l'année 2023 est de 3 040 heures. En valorisant ces heures à un montant de 20 € T.T.C., les contributions volontaires en nature concernant les lieux mis à disposition par la Mairie s'élève à un montant de 60 800 €.

De ce qui précède, le total des contributions en natures est évalué à 531 700 euros.